

Réfugiés : «Vous êtes les bienvenus»

Quelque 400 personnes ont formé, samedi, une chaîne humaine dans la capitale allant de la place Clairefontaine au ministère des Affaires étrangères. Une marque de soutien aux réfugiés.

«Aider les réfugiés à trouver leur place dans notre société» et «refuser que le discours xénophobe et raciste domine notre pays», c'était les principaux messages véhiculés par la chaîne humaine formée samedi dans la capitale à l'appel du monde associatif.

De notre journaliste
Guillaume Chassaing

Mir sti fir Lëtzebuerg! Ouverts et solidaires! We make Luxembourg!» Ce slogan a été scandé, samedi, dans les rues de Luxembourg, par quelque 400 personnes qui se sont tenu la main de la place Clairefontaine au ministère des Affaires étrangères et européennes (rue du Palais-de-Justice) en passant par la Chambre des députés et le Palais grand-ducal. Organisée à l'initiative du monde associatif et de la société civile, la manifestation avait pour but de té-

moigner du soutien des résidents envers les réfugiés, qui arrivent au Grand-Duché. La volonté des personnes présentes à «montrer leur engagement pour l'ouverture et la solidarité avec les personnes qui sont chez nous pour chercher la sécurité et l'espérance d'un nouvel avenir; aider les réfugiés à trouver leur place dans notre société; refuser que le discours xénophobe et raciste domine notre pays et qu'il n'emprisonne notre avenir dans des murs faits de peurs».

«Cette chaîne humaine est un symbole important, estime Sophie (49 ans), venue avec sa fille Juliette (11 ans). Nous rappelons que nous restons solidaires avec la politique d'accueil et d'intégration des réfugiés.» La banquière s'est engagée dans l'intégration des réfugiés en donnant des cours de français aux réfugiés à l'ASTI.

Et ce n'est pas la seule personne de

la chaîne humaine du jour à être engagée. Constant (69 ans) «aide depuis plusieurs semaines Hamed, qui vient d'Érythrée». «Je lui apprend certaines choses sur notre pays, l'aide pour certaines démarches, poursuit-il. C'est important de transmettre les us et coutumes du pays et aussi des savoir-faire pour faire avancer la société.»

Intégration, emploi, logement...

«La présence des réfugiés est un enrichissement pour notre pays, clame Paul (69 ans). Dans l'histoire, il y a toujours eu des réfugiés, les Luxembourgeois ont aussi été des réfugiés notamment au moment du nazisme. Je ne comprends pas pourquoi aujourd'hui, cela pose un problème à l'Europe. Je trouve infect de laisser la Grèce et l'Italie, seules à

s'occuper des réfugiés. Aujourd'hui, je suis venu pour montrer ma solidarité.»

Peu avant 11 h samedi, la chaîne humaine, qui a commencé à se former une demi-heure plus tôt sur la place Clairefontaine, s'est arrêtée devant le ministère des Affaires étrangères et européennes sous les yeux de Jean Asselborn (*lire encadré bleu*).

Quelques minutes plus tard, tout le monde s'est retrouvé devant la statue de la Grande-Duchesse-Charlotte (place Clairefontaine). L'occasion pour le monde associatif de lancer plusieurs revendications, inscrites dans une déclaration commune, signée par plusieurs associations, lue par la présidente de l'ASTI, Laura Zuccoli. Cette chaîne humaine «est un signal fort: aux personnes qui viennent vers nous: vous êtes les bienvenues; à ceux qui donnent libre cours à leur xénophobie dans les médias: vous ne représentez pas le Luxembourg; au gouvernement, à la Chambre des députés, aux communes et à la société civile: l'accueil des réfugiés a certes été organisée, mais il faut éviter que les personnes que nous avons accueillies ne soient, de facto, condamnées à l'inacti-

vité en séjournant pendant des années dans des foyers d'hébergement. Leur intégration doit être une priorité».

En conséquence, l'ASTI, Caritas Luxembourg, la Croix-Rouge luxembourgeoise, l'OGBL Solidarité syndicale, le LCGB, l'ASBL Catch a Smile... demandent, toujours par la voix de Laura Zuccoli, «que le délai de procédure de six mois soit respecté, suivant en cela l'esprit de la loi sur l'asile; que l'accès au marché de l'emploi soit facilité pour les demandeurs de protection internationale; que le gouvernement investisse dans une politique de logement créant suffisamment de logements à prix abordables pour les résidents luxembourgeois et étrangers; qu'une politique d'intégration cohérente soit élaborée pour une meilleure entente de tous: Luxembourgeois, non-Luxembourgeois, immigrés, réfugiés et frontaliers».

La manifestation s'est terminée en musique avec le duo formé par le Luxembourgeois Serge Tonnar et l'Iranien Tohid Tohidi chantant *Standing Man* avec la foule. Tout un symbole de la volonté de tous les membres de la chaîne humaine de faire du vivre ensemble une réalité.



Photo: Jean-Claude Ernst

Quelque 400 personnes ont fait preuve, samedi, de leur «solidarité» avec les réfugiés.

Asselborn : «Un beau geste»

De retour d'un voyage en Allemagne, le ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, se trouvait, samedi, devant la porte d'entrée de son ministère quand la chaîne humaine arrivait sur la place. Il a accepté l'autocollant «Mir sti fir Lëtzebuerg! Ouverts et solidaires! We make Luxembourg!», que lui

a offert Laura Zuccoli, la présidente de l'ASTI. En réponse, elle a eu droit à un «tip top». «Cette chaîne humaine est un beau geste, souligne Jean Asselborn. Le Luxembourg est ouvert. Les gens s'investissent pour accueillir les réfugiés. On a besoin de la société civile pour les accueillir et les intégrer.»

VITE DIT

ÉDUCATION, UE...

La semaine sera chargée pour la Chambre des députés. Quatre séances et des projets de loi d'envergure sont au programme. Demain, à la Chambre des députés, ce sera l'heure du vote de trois projets d'envergure concernant l'éducation (le cours commun «Vie et société» dans l'enseignement fondamental, la reprise des enseignants de religion ainsi que l'éducation plurilingue dans les crèches). Mercredi, les députés débattront de l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro. Et jeudi, à partir de 9h, les députés passeront au vote du projet

de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace («space mining»).

COMMISSAIRE EN VISITE

Le commissaire européen Günther Oettinger effectuera, vendredi, une visite de travail à la Chambre des députés. Responsable pour le budget et les ressources humaines à la Commission européenne, Günther Oettinger aura un échange de vues avec une délégation composée des membres du Bureau et de la commission des Affaires étrangères et européennes.



Photo: Jean-Claude Ernst

Comme 9 000 autres personnes, le Premier ministre, Xavier Bettel, et le vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, de la Sécurité intérieure et de la Défense, Étienne Schneider, se sont rendus, hier, au centre militaire de Diekirch, qui avait ouvert ses portes au grand public.

éditorial

de notre journaliste

Geneviève Montaigu



gmontaigu@lequotidien.lu

Paris-Hambourg

Ils avancent casqués comme des motards, le visage dissimulé derrière un masque à gaz et des lunettes protectrices. C'est l'uniforme des journalistes qui couvrent les manifestations dont on sait qu'elles tourneront indubitablement au carnage. Ils ne s'équipent plus seulement d'un bloc-notes et d'un stylo, d'un micro et d'une caméra ou d'un appareil photo, ils font leur paquetage et partent pour le front. Avant Hambourg ce week-end, il y a eu Paris avec les rassemblements contre la loi Travail l'année dernière. Et bien d'autres encore, à travers toute l'Europe. Alors bien sûr, les médias rappellent que sur les 100 000 manifestants à Hambourg, seule une petite partie appartenait à la catégorie des casseurs. Environ 7 000 quand même identifiés comme formant le Black Bloc, aux origines anarchistes dans le Berlin-Ouest des années 80 et qui s'invitent depuis à toutes les grandes manifestations antikapitalistes.

Fallait-il interdire les manifestations à Hambourg en marge du G20, comme Paris l'a fait pour la grande marche lors de la COP21 pour des raisons de sécurité? La solution aurait pu être envisagée, mais alors le droit de manifester se prenait une sacrée claque. «Manifester est un

droit pas une menace», rappelait Amnesty International en mai dernier, inquiète après avoir enquêté pendant un an sur le respect de ce droit fondamental, pas mal bafoué au nom de l'état d'urgence.

Par là même, c'est bien ce droit de manifester que l'on a modifié, plus que n'importe quel autre. Personne n'a interdit à quiconque de manifester sa joie sinon le 14-Juillet de Nice n'aurait pas été si dramatique. Non, c'est la colère que l'on doit contenir entre quatre murs. À cause des débordements dans la rue.

Si, comme à Hambourg, on veut éviter la venue de plusieurs milliers d'anarcho-guérilleros entraînés à faire de la casse, il ne faut pas encourager les 90 000 autres à venir crier à l'injustice. Évidemment, ça paraît simple et simpliste.

Mais ne nous trompons pas de menace. Au lieu d'élaborer des stratégies de maintien de l'ordre, écoutons ceux qui veulent changer le désordre du monde. Et le G20 n'est rien d'autre, à leurs yeux, qu'un concentré d'abus en tous genres, qui sert à engraisser les riches et à affaiblir les pauvres.

Qui sème la misère récolte la colère, dit le slogan populaire. Et tant que ça ne changera pas, il y aura des Hambourg et des Paris.